



N° 08 – novembre 2022

**Du 1er au 8 décembre 2022, vous allez pouvoir exercer votre droit de vote aux élections professionnelles.**

**Voter Sud, c'est élire des représentantes et des représentants qui défendent vos intérêts au quotidien. Mais c'est aussi envoyer un signal clair à la direction de l'Insee et au gouvernement : non aux suppressions de postes, à la baisse des effectifs, à l'intensification du travail et à la mise en concurrence des agents. Car, à Sud, nous ne nous battons pas seulement pour les agents de la DG mais nous participons aux mouvements de défense de la fonction publique, pour protéger les conditions de travail des travailleurs et des travailleuses...**

**Le syndicat Sud ne peut rien sans vous. Pour que les choses avancent réellement, il faut établir un rapport de force. C'est pourquoi nous comptons sur tous ceux et toutes celles qui, à l'Insee, partagent nos idées pour venir aux heures mensuelles d'information (HMI) et aux assemblées générales (AG) afin d'échanger et de décider ensemble des actions à mener collectivement .**

\*\*\*\*\*

## **Un syndicat apolitique ?**

Selon nous les syndicats doivent être clairement autonomes, et n'avoir aucun lien de dépendance avec quelque parti politique que ce soit (qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition). Cela permet aux syndicats de s'opposer aux partis ou au gouvernement lorsqu'ils s'attaquent aux travailleurs et aux travailleuses.

À Sud DG nous veillons à notre indépendance. Mais nous assumons le fait de ne pas être apolitique. Par exemple, nous nous opposons à toutes formes de discriminations et ça, pour nous, c'est politique. La politique ne s'arrête pas à la porte du White. L'égalité salariale homme/femme à l'Insee sera difficile si elle n'est pas aidée par des lois plus globales, des changements de mentalité. Nous faisons le même constat face au dérèglement climatique, il nous semble vitale de lutter contre. Demander des ventilateurs plus puissants chaque été ne suffit pas pour défendre de bonnes conditions de travail. On n'est pas en dehors de la politique. Si des mesures proposées par un parti vont dans le sens souhaité, il faut savoir le dire... Si des mesures sont injustes, il faut savoir s'y opposer.

## **Sommaire**

- **Un syndicat apolitique ?**
- **ALERTE RETRAITES : une attaque massive est programmée pour début 2023**
- **HMI avec Thomas Coutrot sur la question du travail**
- **MK1 : une aberration écologique**
- **Des nouvelles de la caste qui nous gouverne**
- **Quel plan de bataille pour empêcher le gouvernement de mettre en place sa contre-réforme des retraites ?**
- **Quelques brèves...**

La politique, c'est d'abord et avant tout des choix de société à faire collectivement. « Faire de la politique », c'est considérer que ces choix regardent chaque individu. Sud a été créé pour défendre et organiser les travailleurs et travailleuses, pour faire progresser les droits et l'égalité. Il défend une certaine vision de la société qui remet en cause la concentration des pouvoirs (économiques, financiers, politiques...) entre les mains d'une minorité de personnes. C'est en ce sens que Sud DG ne se dit pas apolitique comme d'autres syndicats. Sud DG est seulement indépendant de tout parti politique.

Nous assumons le fait d'être politisé, notamment quand nous nous battons (avec d'autres) :

- contre la destruction du Code du travail ;
- contre la casse des services publics ;
- contre la précarisation de l'emploi ;
- pour des revendications salariales ;
- pour une politique fiscale plus juste.

\* \* \* \* \*

## **ALERTE RETRAITES : une attaque massive est programmée pour début 2023**

Le gouvernement a mis sur orbite son projet de réforme des retraites. Des pseudos « concertations » sont d'ores et déjà lancées. Le projet de loi est annoncé pour décembre et le vote de la loi au parlement est prévue au premier trimestre 2023.

Le projet du gouvernement n'est plus la « retraite par points », mais un recul de l'âge légal

de départ à la retraite à 65 ans au rythme de 4 mois par an à partir de l'été 2023 :

- La génération 1961 pourra partir à 62 ans et 4 mois
- La génération 1962 à 62 et 8 mois
- ...
- La génération 1966 à 64 ans
- La génération 1969 (et les suivantes) à 65 ans.

Le gouvernement veut aussi repousser l'âge d'ouverture des droits pour carrière longue (personnes ayant commencé à travailler avant 20 ans) à 62 ans au lieu de 60 ans aujourd'hui. La suppression de ce qu'il reste de « régimes spéciaux » est aussi prévue.

Quel est l'objet des concertations ? Le gouvernement pourrait « céder » sur les 65 ans et s'arrêter à 64 ans pour la génération 1966. Ce serait en fait une concession formelle, car le passage de 64 ans à 65 ans est de toute façon prévu après la fin de son quinquennat. Une alternative au report de l'âge légal pourrait être un allongement accru de la durée de cotisation pour avoir le taux plein (sans décote). Elle est aujourd'hui de 42 années (162 trimestres) pour les générations 1961-1963. Elle devrait s'allonger progressivement (c'est ce qui est prévu par les

### **HMI avec Thomas Coutrot aujourd'hui à 13h sur la question du travail**

Nous avons le plaisir d'accueillir jeudi prochain Thomas Coutrot pour une HMI consacrée à la question du travail.

Thomas Coutrot est statisticien et économiste, chef du département Conditions de travail et santé de la DARES au ministère du travail de 2003 à 2022. Nous profitons de la sortie de son dernier livre coécrit avec Coralie Perez, « Redonner du sens au travail. Une aspiration révolutionnaire » pour l'inviter à l'INSEE.

Ce sera l'occasion d'aborder avec lui toute une série de sujets qui nous impactent directement dans notre rapport au travail : le nouveau management, le télétravail, les changements organisationnels, les mobilités, etc.

Nous aspirons tous à nous épanouir au travail, et la réflexion de Thomas Coutrot nous permettra de discuter des obstacles à cet épanouissement et des moyens de les surmonter.

Nous vous espérons nombreux jeudi en présentiel et par zoom pour celles et ceux qui sont en télétravail.

**RDV jeudi 24 novembre salle 1-C-496 à 13h ou sur zoom :**

<https://insee-fr.zoom.us/j/96174159062?pwd=b2ppUEMvUkQ5V3lwNFVCTUxUSmJ3dz09>

ID de réunion : 961 7415 9062 / Code secret : Sud



précédentes réformes) jusqu'à 43 années pour les générations post-1973. Le gouvernement pourrait être tenté de jouer aussi sur cette variable, avec le même objectif : repousser l'âge de départ à la retraite. Allonger encore davantage la durée de cotisation pénaliserait en premier lieu les femmes qui ont plus souvent des « trous », des temps partiels et des temps incomplet dans leur carrière.

Aujourd'hui, à peine la moitié des 61 ans ont un emploi, 1/4 sont en retraite anticipée et 1/4 sont ni en emploi, ni en retraite. À 63 ans, les 3/4 de gens sont à la retraite. Avec le report de l'âge légal, c'est donc un basculement massif des 62-65 ans vers le chômage qui se prépare.

Aujourd'hui, le temps moyen de vie à la retraite diminue déjà : il est de 24,5 ans contre 25,5 ans avant la réforme Sarkozy. Il descendrait autour de 23 ans en 2030 si cette réforme s'appliquait.

### **Pourquoi le gouvernement veut-il à tout prix faire cette réforme des retraites ?**

- Écartons d'emblée la réponse « sauver notre système » : il est excédentaire et sera ensuite en très léger déficit. Une hausse très modérée des cotisations suffirait à l'équilibrer.
- Le gouvernement veut baisser massivement les dépenses publiques (comme il s'y est engagé auprès des institutions européennes) et il faut pour cela s'attaquer au plus gros poste des dépenses sociales : les retraites. Ce qui permettrait de financer les aides au patronat et aux plus riches.
- En provoquant une baisse des pensions, Macron veut obliger les Français à prendre des assurances complémentaires, un joli cadeau pour ses amis banquiers et assureurs.
- Reporter l'âge de départ à la retraite permet également d'augmenter le nombre de travailleurs et travailleuses sur le marché du travail, et donc de maintenir un chômage de masse et de faire pression à la baisse sur les salaires.

C'est un enjeu central pour les salariés que de bloquer cette réforme des retraites désastreuse. Il faudra pour cela un plan de bataille sérieux qui



permette d'infliger une défaite décisive au gouvernement et au patronat.

\* \* \* \* \*

### ***Des nouvelles de la caste qui nous gouverne***

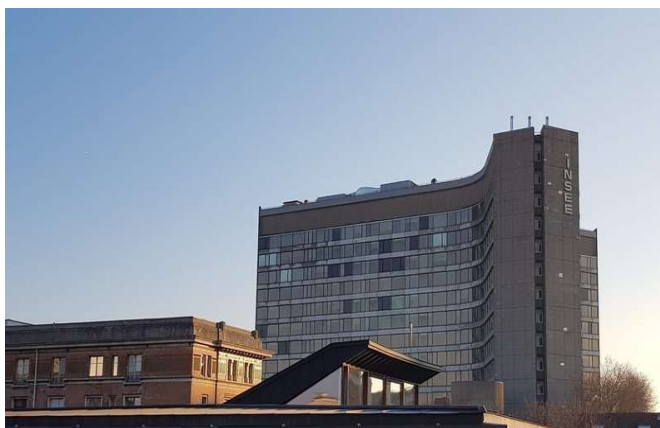
Cela ne fait pas les grands titres des médias détenus par les milliardaires amis du président. Cela devrait pourtant, dans une démocratie qui se respecte, mais voici quelques nominations auxquelles a procédé Macron ces derniers jours.

**Luc Rémont a été nommé par Macron à la tête d'EDF.** Il a travaillé 7 ans à Bank of America Merrill Lynch, œuvrant au démantèlement d'Alstom au profit de General Electric. Son profil de banquier d'affaires laisse peu de doute sur les projets de Macron. La nationalisation d'EDF va coûter 10 milliards aux finances publiques. Elle permet à Macron d'avoir les mains libres pour scinder EDF en plusieurs entités. Les entités rentables seront bradées à ses amis milliardaires, les morceaux non rentables resteront dans le giron public. Il avait pour cela besoin de « re-nationaliser » et de mettre à la tête d'EDF un proche banquier d'affaires qui exécutera les consignes.

**Macron a nommé à la tête de l'AMF (Autorité des marchés financiers) Marie-Anne Barbat-Layani...** qui a dirigé la Fédération des Banques françaises de 2014 à 2019. Autrement dit, la représentante du lobby bancaire, va donc diriger une autorité publique chargée de contrôler l'activité des banques. C'est juste stupéfiant, mais cela passe comme une lettre à la Poste ! Fait rarissime :

## MK1 : une aberration écologique

Notre ancien lieu de travail est voué à la démolition... pour reconstruire un nouvel immeuble de bureau. Quand on sait que [le taux de vacance des bureaux en Île-de-France bat des records](#), on peut se demander l'utilité de cette destruction pour reconstruire. Un comité « Immeuble Insee pas fini » s'est créé pour s'opposer à cette destruction. Le Conseil régional de l'ordre des architectes soutient [la pétition](#) de ce collectif opposé à la démolition du tripode symbolique qui marque l'entrée de la ville. À sa place, une nouvelle construction doit accueillir le ministère des Affaires sociales en 2027.



### Réhabiliter plutôt que détruire pour reconstruire

Mais au-delà de l'aspect sentimental, des voix s'élèvent pour dénoncer un gâchis environnemental. En effet, en 2027, un nouvel immeuble devrait remplacer la tour et accueillir 1 800 agents des ministères du Travail et la Santé. Cet immeuble fera à peu près la même hauteur que MK1, soit une cinquantaine de mètres, et aura un volume un peu supérieur. « Une pure perte » pour le collectif qui déclare dans la pétition : « Environ 50 000 tonnes de béton, des milliers de tonnes d'acier devront être mises à terre, transportées, broyées par près de mille camions pour reconstruire à la même place un immeuble lui aussi en structure béton, d'une superficie similaire et d'un usage identique. Nous le savons aujourd'hui : démolir produit massivement du CO2, principal gaz à effet de serre, et construire en produit plus encore ».

[L'Ademe a publié des études](#) qui montrent que la construction neuve est beaucoup plus consommatrice que la rénovation. Par exemple, la construction d'un bâtiment de logements collectifs ou d'un EHPAD consomme en moyenne 1,6 t/m<sup>2</sup>, soit 80 fois plus que la rénovation d'un bâtiment de même capacité.

L'État a donc fait le choix de mettre à bas 50 000 tonnes de béton et des milliers de tonnes d'acier, de produire des tonnes de gaz à effets de serre, de consommer des ressources naturelles et de produire des déchets non recyclables pour construire un bâtiment de même usage : une aberration sociale, écologique et économique.

un membre de l'AMF (Thierry Philipponnat) a démissionné en dénonçant publiquement ce scandale. Mais cela n'a trouvé quasiment aucun écho dans la presse. En outre, en 2021 Bruno Le Maire disait à Élise Lucet (dans Cash Investigation) : [« La déontologie minimum exige évidemment qu'elle ne traite pas des questions qui ont trait aux banques »](#). Mais que vaut la parole de notre ministre ?

**Le « nouveau conseiller spécial à la communication » de Macron s'appelle Frédéric Michel.** Il s'agit d'un affairiste, ancien lobbyiste en chef de [Ruppert Murdoch](#). Frédéric Michel ne vit plus en France depuis 1995 mais à Londres où il ne côtoie que le monde des affaires. Il est en effet parfaitement qualifié pour aider Macron à communiquer auprès des français et françaises.

Ceci ne sont que des exemples d'un fonctionnement en « caste » d'une petite élite qui circule entre haute administration publique, cabinets ministériels, banques d'affaires, et directions de grandes entreprises. Deux journalistes ont longuement enquêté sur ce petit milieu : Laurent Mauduit, journaliste à Mediapart qui a notamment écrit « La Caste » ou encore « Tapie, le scandale d'État » ; Vincent Jauvert, journaliste à l'Obs qui a écrit « La Mafia d'État » (on pourra écouter [ICI](#) un entretien vu près de 2 millions de fois sur internet).

## **Quelques brèves...**

### **Un DG de l'Insee ne devrait pas dire cela...**

Nous commentons régulièrement les interventions de notre DG dans les médias. C'est normal : il représente notre institut à l'extérieur. Il avait aussi accusé les agents de l'Insee (syndiqués ou non) qui avaient participé au comité de mobilisation contre la réforme des retraites de 2019 d'avoir enfreint leur « devoir de réserve ». Ce n'était pas le cas puisque nous étions intervenus, non pas au nom de l'Insee, mais au nom de ce comité de mobilisation. En revanche, notre DG intervient systématiquement en tant que représentant de l'Insee dans les médias.

Dans une intervention sur [BFM Business le 7 octobre](#), le DG explique à la fin de son intervention : « Depuis qu'on a un peu modifié l'évolution du marché du travail, qu'on a réduit les coûts de séparation, les coûts de licenciements, on a une économie qui globalement est moins frileuse pour créer des emplois ». Autrement dit, le DG explique sur le ton de l'évidence que précariser et faciliter les licenciements est bon pour l'emploi. Pourtant il n'y a, à notre connaissance, aucune publication de l'Insee qui démontre que la « flexibilisation » du marché du travail ou les facilités de licenciements sont bonnes pour l'emploi. Il s'agit d'une opinion personnelle et politique de notre DG qu'il énonce comme étant un fait prouvé par notre institut.

Il devrait se souvenir de la controverse autour de [« l'affaire Laroque-Salanié »](#) suite à un article de ces deux dirigeants de l'Insee en 2000 qui avaient cherché à prouver que les attaques contre les salariés (notamment sur le salaire minimum) étaient bonnes pour l'emploi. Les syndicats de l'Insee avaient rédigé en 2002 une [« Lettre ouverte au directeur de l'INSEE »](#).

### **Rendre payant le spectacle-cadeau de Noël des enfants, c'est mesquin !**

Il y a des (petites) économies budgétaires qui témoignent d'une mesquinerie et d'un manque d'attention confondants. La section régionale interministérielle d'action sociale (Srias) d'Île-de-France rend payant le spectacle-cadeau de Noël pour les enfants en fin d'année. Nous n'aurions plus les moyens de continuer cette longue tradition du spectacle gratuit pour les enfants ? Sommes-nous tombés aussi bas ?

Nous demandons bien sur l'abrogation de cette initiative incongrue, et le retour au spectacle gratuit pour les enfants.

### **Le « seuil de richesse » rejeté par la porte... s'invite par la fenêtre !**

Dans [le dernier numéro de notre journal](#), nous avons critiqué le refus de la direction de l'Insee de répondre favorablement à la demande de l'Observatoire des inégalités d'étudier la mise en place et la diffusion de statistiques autour d'un « seuil de richesse ».

Nous avons découvert que ce « seuil de richesse » s'était invité sur le nouveau site (très riche) sur les PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) lancé en partenariat avec l'Insee. [On y voit des tableaux](#) avec un seuil de richesse fixé à 200 % du niveau de vie médian. Cette innovation a été saluée par [un tweet malicieux de l'Observatoire des inégalités](#).

### **Recours aux prestataires externes : à quand la fin de l'omerta ?**

Cela fait plusieurs fois que nous demandons à la direction de nous communiquer (à nous, représentant·es du personnel et donc à vous !) les informations sur le recours par l'Insee aux prestataires externes ces dernières années : fréquences, finalités, budget, réalité des prestations... Nous attendons toujours.

Il serait pourtant intéressant de savoir quelle quantité d'argent public a été utilisée et pour quel type de prestations. Nous ne vous cachons pas que nous avons quelques doutes sur le bien-fondé de certaines de ces dépenses. On pourrait citer par exemple les « e-formations » données par le cabinet de conseil Ecox et [visibles sur l'intranet](#), intitulées « Adapter sa posture pour favoriser l'engagement et la confiance » et « Favoriser le travail d'équipe par la construction du lien social ». Le contenu est affligeant, un mélange de néant et d'idéologie néo managériale. Combien ça a coûté ? Nous avons aussi toujours en tête le recours par la direction à des cabinets privés pour l'aider à « bien communiquer » lors des préparatifs du déménagement à White. Des cabinets privés étaient aussi chargés de mettre en place des groupes de travail pour nous apprendre à cohabiter dans des bureaux. Alors qu'un large appel avait été lancé aux agents pour s'inscrire dans ces groupes, seule une poignée l'avait fait. Combien ça a coûté ? Et pour quel « résultat » ?

## **Quel plan de bataille pour empêcher le gouvernement de mettre en place sa contre-réforme des retraites ?**

Une réforme brutale se prépare contre nos retraites. Sommes-nous en capacité de la bloquer ? Beaucoup en doutent, et c'est un obstacle évident à une large mobilisation. C'est pourquoi nous ouvrons la discussion sur nos modes d'action, pour ne pas nier les difficultés, mais aussi parce que nous pensons qu'il n'y a aucun fatalisme, et que des mobilisations victorieuses sont possibles.

Les « journées d'action », lorsqu'elles ne s'inscrivent pas dans un plan de bataille, se transforment en journées saute mouton qui ne créent pas le rapport de force suffisant pour obtenir des victoires. Ce n'est pas très motivant et c'est pourquoi une grande majorité des salariés s'en détournent généralement. À quoi bon perdre une journée de salaire (et bien souvent devoir rattraper le travail qui n'a pas été fait) si on pense que cela ne débouchera sur rien ?

Ce qui s'est passé depuis septembre en est une bonne illustration. Alors que l'inflation flambe et que le pouvoir d'achat recule, une première journée d'action a été organisée le 29 septembre. Après celle-ci, les directions syndicales nationales n'ont donné aucune perspective. Elles ont boycotté la Marche contre la vie chère impulsée par les partis politiques proches de la NUPES : une occasion ratée d'unir nos forces et de faire une démonstration de force. Suite à la décision du gouvernement de réquisitionner les grévistes des raffineries, la CGT a décidé en urgence d'une journée d'action le 18 octobre. La mobilisation n'a pas dépassé celle du 29 septembre et aucune grève reconductible ne s'est enclenchée. C'est compréhensible : une grève reconductible se prépare et a besoin de s'inscrire dans une dynamique nationale... Ensuite, la CGT a appelé à deux journées d'action supplémentaires : le 27

octobre et le 10 novembre. Bilan : deux échecs (une mobilisation marginale le 27 octobre et trois fois moins de manifestants le 10 novembre que le 18 octobre ou le 29 septembre) malgré une forte mobilisation à la RATP où la grève était prévue de longue date.

Ces journées d'action dispersées ne sont pas une bonne stratégie. Il faut en tirer les conséquences pour la mobilisation qui se prépare et qui doit réussir contre la réforme des retraites. Pour qu'un maximum de salariés s'engagent dans la bataille, il faut qu'un plan de bataille crédible leur soit proposé. Une journée d'action doit s'inscrire dans une montée en puissance vers une grève interprofessionnelle qui bloque l'économie. Des actions symboliques ne feront pas reculer le gouvernement. Il faut que les grèves aient un impact réel. À l'Insee, les journées d'action n'ont pas d'impact sur le travail. Il faudrait bloquer l'activité pendant plusieurs jours pour qu'il y ait un impact réel.

Alors que faire contre la réforme des retraites ? Il faudrait que les directions syndicales préparent et organisent longtemps à l'avance un appel à la grève interprofessionnelle reconductible avec l'objectif de bloquer l'économie. Avec l'objectif d'une grève dure pour faire céder rapidement le gouvernement. Il faudrait organiser, de façon coordonnée et sur l'ensemble du territoire, des réunions de préparation, des AG interprofessionnelles pour se donner un maximum de chances de succès. Il faudrait aussi que la plus grande unité se fasse, entre syndicats, associations et partis et que cessent les ridicules conflits d'appareils qui décrédibilisent nos organisations. Pourquoi ne pas organiser une grande manifestation unitaire nationale un week-end pour faire une démonstration de force avant le lancement d'une grève interprofessionnelle minutieusement préparée ?

**N'hésitez pas à nous contacter pour que nous puissions faire remonter vos revendications, inquiétudes, propositions...**



*Nous contacter et suivre notre actualité :  
Mail de la section DG : :DG75-Syndicat SUD  
Site national : <http://www.sudinsee.org/>*